



**HAL**  
open science

## Partager un monde pollué

Elise Boutie

► **To cite this version:**

| Elise Boutie. Partager un monde pollué. Monde Commun, 2022, 5, pp.144-165. hal-04566064

**HAL Id: hal-04566064**

**<https://hal.science/hal-04566064>**

Submitted on 2 May 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Partager un monde pollué

Elise Boutié

*Monde Commun*, 5, p.144-165, 2022.

### Paradis brûlé

Le 8 novembre 2018 en Californie du Nord la ville de Paradise a brûlé dans l'incendie le plus meurtrier de l'histoire des États-Unis<sup>1</sup>. Au milieu des pins ponderosa, des douglas et des cèdres blancs, vivaient plus de 27 000 personnes. C'était une forêt urbanisée suivant le même plan que celui des banlieues pavillonnaires dans lesquelles se déroulent les séries du petit écran. En quelques heures l'incendie - que l'on a ensuite appelé « Camp Fire »<sup>2</sup> - a tout emporté dans ses flammes. Il courait à la vitesse d'un stade de foot par seconde. Après lui les arbres ne sont plus que des troncs carbonisés aux écorces noircies. Les maisons, des tas de cendres et de ferrailles au milieu desquels seule la colonne de cheminée se tient encore debout. Les boîtes aux lettres, des tiges de métal fondues. Les voitures, des carcasses rouillées abandonnées. Les centres commerciaux, des trous béants dans le paysage. Les parkings, des étendues d'asphalte dont les crevasses fissurées et légèrement boursoufflées racontent les véhicules qui s'y sont consumés. Les couleurs sont presque effacées. Tout semble avoir été comme après le passage d'une tempête. La tempête de feu a emporté 85 vies officiellement (mais beaucoup plus dans les faits), 18 800 structures dont 14 000 maisons, pour un coût estimé à 16,5 milliards de dollars<sup>3</sup>.

Dans le paysage les traces de ce qui s'est passé ce jour-là se lisent partout. Les voitures tentant de s'échapper. La terreur, l'obscurité et la chaleur. Les mots incapables de rassurer. Les textos impossible à envoyer et les cris lancés à travers la fumée trop épaisse pour qu'ils puissent atteindre leur destinataire, même divin. Où que l'on regarde on voit ce qu'il s'est passé, on sent ce qui a été éprouvé, on entend la peur et les flammes.

---

<sup>1</sup> *Lemonde.fr*, 14 novembre 2018. [https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/11/14/2018-record-absolu-pour-les-feux-de-foret-en-californie\\_5383590\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/11/14/2018-record-absolu-pour-les-feux-de-foret-en-californie_5383590_4355770.html)

<sup>2</sup> Ce nom lui a été attribué en référence à l'endroit de son ignition : la source Camp creek.

<sup>3</sup> [https://www.huffpost.com/entry/california-camp-fire-costliest-disaster-2018\\_n\\_5c37b1b4e4b045f6768a484f?guccounter=1&guce\\_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce\\_referrer\\_sig=AQAAACLGaWLl8DXI10UJS73c3kl7lPP7mUdh\\_yy\\_OKrStuZTj2HbimENo-0ivdq8MGBsliy3R\\_dQ5m3Py-M3tdyz8O3nrueaPG45m87j0XDFVU\\_g1TAYobtkSCTArnq8sp2M6QznnSrOkONBJzKnqWa2WS2D0HRLjiRg48V6PFrhlAj](https://www.huffpost.com/entry/california-camp-fire-costliest-disaster-2018_n_5c37b1b4e4b045f6768a484f?guccounter=1&guce_referrer=aHR0cHM6Ly93d3cuZ29vZ2xlLmNvbS8&guce_referrer_sig=AQAAACLGaWLl8DXI10UJS73c3kl7lPP7mUdh_yy_OKrStuZTj2HbimENo-0ivdq8MGBsliy3R_dQ5m3Py-M3tdyz8O3nrueaPG45m87j0XDFVU_g1TAYobtkSCTArnq8sp2M6QznnSrOkONBJzKnqWa2WS2D0HRLjiRg48V6PFrhlAj)

## Arriver en terre brûlée

J'arrive à Paradise en juin 2019, huit mois après l'incendie pour ma thèse d'anthropologie. j'ai déjà travaillé sur un terrain californien pour mon master, dans une vallée semi-désertique située au nord de Los Angeles où l'eau souterraine, seule source d'eau pour tous, devenait de plus en plus rare suite à sa sur-exploitation par l'industrie agro-alimentaire. Après cette première recherche consacrée à l'observation des mécanismes de mobilisation autour d'un enjeu vital – conserver l'eau – je décide de continuer à m'intéresser aux effets d'un désastre environnemental sur les humains et les non-humains en contexte californien et Paradise devient mon nouvel objet d'enquête. Qu'est-ce que cela fait de perdre son environnement familial ? Réussit-on s'en remettre ? Comment s'y prend-on pour reconstruire un monde vivace et vivable après ça ? J'ai dans la tête de nombreuses questions qui interrogent le lien à l'environnement. Mais il y en a une à laquelle je n'étais pas préparée : celle de la toxicité. Car, dans l'incendie, ce qui a brûlé ce ne sont pas que les lieux de vie, les maisons, les églises et les parkings. Dans l'incendie, ce qui a brûlé ce sont aussi les matières, ce qui donnait corps à toutes ces vies. Les existences qui ont occupé ce territoire étaient faites de fer, de métal, de plastique, de matières synthétiques, de gaz toxiques, de produits chimiques. Dans l'incendie c'est ce de quoi nos mondes sont fait qui est aussi parti en fumée. Alors que je ne percevais pas encore précisément ce qu'est une terre brûlée en arrivant sur place j'eus un choc. Les troncs carbonisés des arbres portaient encore l'odeur de plastique fondu, la terre semblait retournée dans sa chair et les cours d'eau étaient troubles, hostiles. J'avais l'impression d'arriver sur une zone défendue, dans le périmètre de sécurité de l'explosion d'une centrale nucléaire. Mais autour, rien, pas de barrière ni de scotch. Et je sentais, sans pouvoir trouver d'éléments de réponse tangibles, que l'air que je respirais, le sol que je foulais, l'eau qui coulait et tout ce qui m'entourait était imprégné d'une couche toxique, d'une matière indéterminée mais certainement classée parmi les produits les plus nocifs pour la santé des vivants.

Je commençais mon travail d'enquête, croyant que la question de la pollution viendrait à moi sans que j'ai besoin de la solliciter, tant les lieux semblaient la transpirer. Mais ce ne fut pas le cas. Elle était tue. Dans les réunions, les conversations, les journaux etc, elle était absente. Un sentiment d'insécurité pris place dans mon corps. Comment faire du terrain dans un monde toxique quand la toxicité de ce monde n'est pas officialisée, ni même reconnue et encore moins mise en débat ?

Avant d'arriver j'avais pris contact avec plusieurs ancien.nes résident.es de Paradise et de sa région pour établir un premier réseau de connaissances et d'informations. Mais dans les échanges que nous avons eu il n'a jamais été question des potentiels risques auxquels ces résident.es étaient désormais exposé.es et auxquels je pouvais à mon tour être exposée. Les articles de presse que je rencontrais ne mentionnaient pas non plus la pollution qu'un tel incendie avait engendré – au-delà de l'épaisse fumée qui avait circulé et mis plusieurs semaines à se dissiper.

J'entrais dans un monde silencieux, un monde dans lequel il n'était pas question de danger ni de contamination et je m'engouffrais dans cette atmosphère nébuleuse sans même le savoir. Tandis que les personnes rencontrées me livraient le récit de cet événement tragique et traumatique, tandis que leurs mots et leurs visages racontaient ce jour-là et les suivants dans un flot que j'avais parfois du mal à recevoir tant il était abondant et submersif, aucune ne parlait des produits et substances chimiques qui étaient elles aussi parties en fumée. Tandis que tous et toutes parlaient de la douleur de la perte, personne ne parlait des pots de peinture et de colles stockés dans les garages, des carrosseries des voitures et des stations essence, du plastique des tuyauteries, des résistances et des systèmes électriques des machines à laver, des séchoirs, des bouilloires, des grille-pain, des fours micro-ondes, des batteries en lithium des ordinateurs, des chargeurs, des disques durs, des moteurs des tondeuses à gazon, des tronçonneuses, des scies sauteuses, des fibres synthétiques des moquettes, des polyamides, polyesters et élasthannes des vêtements des dressings, et qui pourtant ont tous brûlés. Pas un mot sur toutes les choses qui portaient le menaçant symbole à la flamme dansante barrée d'un grand trait rouge, et qui pourtant sont passées à travers le feu. Rien sur tous ces dangereux composants chimiques qui ont alimenté le brasier et en sont sortis transformés par la chaleur. Rien sur la volatilité de ces molécules se déversant dans le sol, infiltrant la terre, les nappes phréatiques et les mycètes.

Dans les récits que j'ai recueilli l'incendie semble n'avoir emporté que des souvenirs et des sensations familières sans libérer aucune particule toxique. « *Désolée pour la fumée, mais ce sont les bribes de nos vies que vous respirez* » écrivait une femme sur Facebook alors que le feu continuait de se consumer et que les habitant.es de San Francisco, pourtant à quatre heures de route de Paradise en recevaient la fumée et, s'inquiétant de sa toxicité, cherchaient un moyen de s'en protéger alors que la rupture de stock des masques sanitaires faisait monter leur prix sur le marché noir jusqu'à 50\$. Le tabou était clair: il était impossible d'interroger la matérialité de la fumée par sa composition chimique. La

fumée – et à travers elle, l'incendie - ne pouvait exister que par son pouvoir métonymique, celui d'incarner toutes les existences qu'elle détruisait. Questionner le contenu de l'objet du deuil en termes de matérialité chimique, physique et biologique et non plus symbolique ou affectif, était devenu déplacé. L'incendie et sa fumée étaient indiscutables, tabous.

Quelques rares articles sont parus dans les mois suivants faisant état de rus aux eaux troubles ou aux populations halieutiques plus maigres que d'ordinaire. Ces articles ont timidement essayé de poser la question de savoir s'il était prudent de penser à un retour des évacués chez eux, et si les conditions pour reconstruire une vie saine étaient réellement réunies. Sur la pointe des pieds ils essayaient de dire ce que personne n'osait demander : peut-on vivre dans les ruines d'une ville brûlée ?

Mais aucune réponse concrète n'était apportée à ces questions suspendues. Les légumes bio ont continué d'être cultivés là où les cendres s'étaient dispersées et ils ont conservé leur label. Les rivières, qui elles aussi avaient absorbé l'air et la matière de l'incendie, ont continué de couler à travers Paradise et n'ont pas cessé d'alimenter les systèmes d'irrigation des villes et des vallées. Les barrages, qui sont les réserves à ciel ouvert d'eau pour les villes en aval furent à la fois les parfaits réceptacles pour les cendres, fumées et particules ainsi que les parfaits colporteurs de cette pollution accumulée. Ils n'ont pas été vidés ni vidangés et leur utilisation n'a pas été remise en question, alors qu'une semaine après l'incendie la région reçut de fortes pluies, entraînant non seulement la sédimentation des cours d'eau et l'érosion des sols mais surtout la concentration et l'infiltration dans les sols de cendres, nutriments, métaux lourds, toxines et sédiments. Le mercure, par exemple, émis en grande quantité durant les incendies peut se déposer sur les feuilles des plantes et être absorbé par elles, mais aussi sur les lacs, les zones humides ou d'autres eaux de surface, dans des quantités telles qu'il touche toute la chaîne alimentaire. C'est donc un réseau entier d'échanges et de transformations d'une matière en une autre et au contact d'une autre, qu'il faudrait suivre et comprendre pour véritablement savoir en présence de quelles pollutions l'on se trouve. L'eau est l'un des éléments les plus touchés par la pollution suite à un incendie, affectant l'état des sols, des cours d'eau, de la santé humaine et des populations halieutiques.

Après un incendie l'un des principaux agents toxiques libérés est le benzène, provenant de la combustion incomplète de composés riches en carbone – comme les arbres. Mais le benzène est aussi l'un des constituants du pétrole brut et sert notamment, après distillation, à la fabrication des pneus, des

lubrifiants, des colorants, des colles, des encres, des médicaments et des pesticides. Le benzène est hautement inflammable et toxique, pourtant il habite chaque recoin de nos mondes. Classé cancérigène depuis 1979<sup>4</sup>, il est incolore, dégage une légère odeur sucrée et infiltre les voies respiratoires. Omniprésent dans la composition des matières qui nous entourent, le benzène est la toile de fond de nos quotidiens qui peut se révéler mortelle dès qu'elle entre en combustion et libère ses particules cancérigènes dans l'air que l'on respire. A Paradise, la pollution au benzène est avérée mais les actions pour la reconnaître et la contenir ne sont pas encouragées. Andrew Whelton, professeur d'ingénierie civile et environnementale à l'université de Purdue dans l'Indiana a ainsi été mandaté par le conseil d'administration de l'agence de distribution de l'eau de Paradise, PID (Paradise Irrigation District) pour mener une enquête sur la qualité de l'eau après l'incendie. Mais une fois son équipe prête à partager ses résultats et livrer des recommandations quant à la façon de gérer la toxicité de l'eau, PID les a congédiés. Ça n'est que de façon individuelle que les habitant.es ont pu se renseigner auprès du Dr. Whelton et de son équipe. La réunion qu'ils donnèrent rassembla un centaine de personnes, mais elle ne fut suivie d'aucune autre, l'équipe de chercheurs et chercheuses n'ayant plus de contrat leur permettant de poursuivre leurs recherches. Là s'arrêta toute velléité de mettre des mots, des chiffres et des données sur la matérialité du risque.

A Paradise, PID a cessé d'acheminer l'eau aux robinets. Mais loin d'avoir été le résultat d'un souci sanitaire, cela faisait suite à un état de fait : l'ensemble de son infrastructure – principalement construite en PVC - a fondu dans l'incendie. La recommandation de ne pas boire l'eau quand elle sortait encore miraculeusement des canalisations a été transmise par les autorités sans mise en scène officielle, avec un simple courrier, une bannière sur les sites internet des institutions. Tout a été fait pour ne pas alarmer la population. Puisqu'il n'y avait pas de problème, il n'y avait pas de questions à se poser ; et puisque personne n'osait poser de question, de peur de paraître plus concerné par sa santé que par le traumatisme collectif, il n'y avait pas de problème.

C'est ainsi que presque aucune question quant à la toxicité qui avait pu se dégager lors de l'incendie et se déposer ensuite sur les ruines de Paradise, n'a été posée publiquement alors que l'État de Californie fut officiellement reconnu par la Maison Blanche en état de catastrophe le 13 novembre 2018 – suite à la demande faite par le gouverneur de Californie<sup>5</sup>.

---

<sup>4</sup> Par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC, Lyon, France). Il peut par exemple attaquer la moelle épinière et ainsi bloquer la production de globules rouges, provoquant alors de l'anémie, ou attaquer le système immunitaire et la production d'anticorps et celle de globules blancs.

<sup>5</sup> L'annonce officielle de l'acceptation de cette demande a été transmise par le Président Donald Trump via son compte Twitter.

## Tenter de se mettre à l'abri

Après un premier court séjour durant lequel je logeais dans une ville située à une trentaine kilomètres de Paradise je retournais sur le terrain et décidais de vivre plus près de la zone brûlée.

C'est ainsi que j'habitais chez Donna et Laurie - un couple de femmes d'une soixantaine d'années qui, après de brillantes carrières politiques à Sacramento sont venues s'installer à Magalia, la ville dortoir située aux abords immédiats de Paradise. Fortement touchée elle aussi par le Camp Fire, Magalia a perdu deux tiers de sa population et superficie : de 11 000 habitant.es, elle n'en compte plus que 3 000. Le feu ne la pas traversée dans son entier mais s'est arrêté après avoir dévoré une grande partie de la ville. « Le vent a dû tourner » m'explique Donna. Ainsi, l'on passe brutalement d'un paysage de dévastation à celui d'une forêt verdoyante. Magalia est à cheval entre la « *burn scar* » - la zone dans laquelle le feu s'est déplacé – et les zones intactes. Mais comme le nuage de Tchernobyl, les effets du Camp Fire ne se sont pas arrêtés aux portes de la burn scar : l'ensemble de l'écosystème et de ses composants ont été impactés par son passage.

Donna et Laurie habitent dans une maison qui se trouve du côté dans lequel le feu ne s'est pas engouffré. Nous sommes au milieu des hautes cimes des pins et des sapins dont les branchages touffus forment comme une voûte solennelle. Mais à quelques mètres de là on retrouve la forêt nue et dégarnie, le bois brûlé et les branches déplumées. En décidant d'aller vivre chez elles, j'acceptais donc de vivre dans un environnement à la toxicité taboue, secrète et silencieuse. Mais plonger ainsi dans un risque tout à fait inconnu me faisait peur.

Avant de repartir je tentais donc d'évaluer le risque que je prenais en vivant si près de la burn scar. Sur son site internet le Comté explique avoir mis en place un important dispositif de contrôle de la qualité de l'air. Je l'épluche attentivement mais, impossible d'accéder aux données récoltées à travers ce dispositif : des cases vides avec des astérisques renvoient à une note en bas de page « les capteurs ont été endommagés ». Le sentiment d'insécurité qui m'habite commence à s'installer durablement en moi. Plus l'opacité se fait grande plus la dangerosité de ce qu'elle enferme semble prendre de l'ampleur. J'interroge mes hôtes sur la potabilité de l'eau. Elles me répondent qu'« évidemment l'eau est potable ». Mais pourtant rien n'a été prouvé – et cette fois-ci il n'existe même pas de page sur le site du comté.

Selon elles, elles ne risquent rien car l'eau ici ne vient pas du même endroit que celle de Paradise. Mais elles ne savent pas non plus d'où elle vient exactement. A Magalia beaucoup de rumeurs courent à propos de l'eau, et elles colportent toutes la bonne nouvelle non prouvée de sa potabilité sans risque pour la santé, alors même qu'aucune recherche n'a été faite, ni pour en prouver la qualité, ni pour en démontrer la toxicité, ni même pour simplement en comprendre le cheminement.

A Magalia, contrairement à Paradise, l'eau et sa distribution appartiennent à une compagnie privée. Cette dernière est restée silencieuse depuis le 8 novembre mais continue d'acheminer l'eau aux foyers à un coût important. Seul l'un de ses employés dit en privé à qui veut l'entendre que lui-même vient d'acheter une maison à Magalia et dans laquelle lui, sa femme et ses enfants « boivent l'eau tous les jours ». Une fois sur place je retrouve cet homme assis comme moi dans l'assistance de toutes les réunions publiques. Lorsqu'elles se terminent, il se lève et serre toutes les mains qui se tendent. Sa poigne est ferme, assurée. D'un grand sourire, d'un regard qui se veut franc et d'une tape sur l'épaule il affirme qu'« il n'y a aucun problème avec l'eau à Magalia, tout va bien ». Cette mise en scène rassurante, construite sur l'affect entend apporter la preuve que chacun.e attend quant à la potabilité de l'eau. Mais au-delà des signes explicites qu'elle affiche elle ne repose sur aucune démonstration scientifique. Pourtant elle fonctionne. Cet homme, son sourire éclatant et l'affirmation selon laquelle il boit l'eau sont en effet l'argument ultime auquel ont toujours recours mes interlocuteurs.trices lorsque l'on aborde le sujet de l'eau et qu'ils sont à cours de données. « Si lui boit l'eau, c'est qu'il sait ce qu'il fait » conclu comme tant d'autres Jane, une habitante de Magalia. Ainsi, ce sont les informations reçues par et diffusées dans le réseau d'interconnaissances qui convainquent le plus efficacement. En s'appuyant sur la confiance que permet d'établir non seulement la présence de l'un de ses représentants mais surtout son identification à l'« un d'entre eux », la compagnie des eaux de Magalia rassure ses client.es, qui ainsi, ne mettent pas en doute sa parole. Pete, ancien résident de Paradise qui a acheté une maison à Magalia, me raconte qu'il est plus enclin à croire celui qui boit la même eau que lui plutôt qu'un graphique, attestant ainsi que l'usage d'une parole d'expert, reposant sur une démonstration scientifique et technique aurait au contraire eu l'effet inverse : elle aurait fait naître la méfiance chez celles et ceux qu'elle entendait pourtant tranquilliser.

Moi qui n'appartenait pas à ce réseau de connaissance, j'étais inquiète qu'une poignée de mains suffise à faire taire les craintes. Je jurais donc à mes proches restés en France d'être prudente quant à mon utilisation de l'eau. Mais je me demandais comment j'allais pouvoir être fidèle à ces précautions



quand autour de moi personne n'avait l'air d'en faire de même. Si Donna et Laurie pensaient que leur environnement était sain et qu'elles me voyaient limiter au plus possible mes contacts avec ce dernier, elles pouvaient interpréter cela comme la marque d'un dégoût, ou pire encore, la marque d'un manque de confiance en elles. Puisqu'elles ne prenaient pas toutes ces précautions pour entrer en contact avec leur environnement immédiat et quotidien mais que je le faisais, cela pouvait marquer mon refus de faire communauté avec elles, mon refus de lier mon quotidien au leur. Afin d'éviter de faire naître ce sentiment en elles, je me cachais donc lorsqu'il s'agissait d'utiliser l'eau.

Les premiers jours je ne me lavais que rarement, et quand je le faisais je me glissais comme une anguille sous un mince filet d'eau glacée et en ressortais aussitôt. Je portais en même temps une égale attention à la susceptibilité de mes hôtes à qui je ne voulais pas envoyer le signal de suspicion quant à leurs dires, leurs façons de vivre et de croire aux informations disponibles. Un jour, je demandais à Donna ce qu'elle pensait de la situation de l'eau, elle me répondit : « Quelle situation ? Oh, ça ?... A Magalia tout va bien, l'eau est bonne, elle est claire et elle a bon goût ». Je ne pouvais donc pas partager mes inquiétudes avec elles sans leur envoyer le message offensant que je ne faisais pas confiance au monde dans lequel elles devaient pourtant continuer à vivre. Mais cette mise à distance m'empêchait de mener à bien mon travail ethnographique et cette position était impossible à tenir. J'observais ce qu'elles faisaient, dans l'espoir de déceler un comportement préventif qui m'aurait permis de sortir de mon placard. Mais elles buvaient l'eau à grande lampée et leurs douches formaient des nuages de vapeur chauds jusque dans le salon.

Dans mes rêves je voyais le schéma du cycle de l'eau appris à l'école être colonisé par des gaz fumants et des eaux troubles. Je voyais du pétrole s'infiltrer sous terre et nous revenir en pluies acides. Je voyais la peau de mon crâne partir en lambeaux sous la douche et me rester dans les doigts, mes ongles flétrir et mes poils tomber. Je me réveillais en sursaut et en sueur. Et je ne pouvais en parler à personne : en bas, dans la cuisine, la bouilloire s'abreuvait au robinet et le café se filtrait à travers la même eau que celle qui me hantait la nuit.

Au bout d'une dizaine de jours, il était devenu trop compliqué de continuer à vivre ainsi parce que cela m'isolait et m'empêchait d'entrer en contact avec le monde que je prétendais vouloir comprendre. Je devais à mon tour entrer dans cette communauté de destin. Je brisais à moitié ma promesse faite avant de repartir : j'abandonnais mes gestes barrières au profit de ceux de mes hôtes tout en soutenant à mes proches restés en France que je restais fidèle à mes principes. Je me devais de

basculer du côté de l'accommodation si je ne voulais pas être isolée. Être seule à voir la pollution m'empêchait d'avoir accès aux réponses à la question que je posais : comment vivre dans un monde en ruines? J'entrais à mon tour en contact avec la toxicité et liais mon destin chimique à celui de mes hôtes et de celles et ceux avec lesquels je travaillais. Je ne pouvais plus dissocier les humains auxquels je m'adressais du monde dans lequel ils évoluaient ni m'exclure de l'environnement que j'avais choisi pour sujet. Je devais désormais en faire partie. Petit à petit je parvenais à trouver une place dans le réel qui m'entourait. Une place qui n'était plus schizophrénique comme au début, mais relationnelle. Je devais désormais regarder non plus l'écorce noircie des arbres mais comprendre la façon dont les habitant.es cohabitaient avec cette noirceur.

### **(Apprendre à) vivre avec**

Un mois après mon arrivée la piscine municipale à ciel ouvert fut remise en eau et accessible à tous.

Entourée d'arbres carbonisés et de terrains désormais vagues, l'image de cette étendue bleue semble être la version cauchemardesque des tableaux de David Hockney. Mais, immergée jusqu'aux épaules dans cette eau chlorée afin d'échapper aux 35°C extérieurs pour quelques minutes, j'observe les autres nageurs qui évoluent dans ce décor cataclysmique. Ils s'appliquent. Autour du bassin, d'autres se détendent. Une après-midi somme toute ordinaire à la piscine municipale. Les maîtres-nageurs sont à leur place, perchés sur leur chaise dans leur habit rouge. Tout est « normal ».

Seule une petite affichette rappelle que l'eau n'est pas potable. Sans aucun autre détail. Aucune consigne concernant la douche ou le bassin. Aucune information sur la qualité de l'eau. Tout a l'air d'être rentré dans l'ordre bien que l'on barbote dans une forêt calcinée. « C'est le nouveau normal » me dit gaiement Donna lorsqu'on traverse ensemble ce paysage. C'est aussi ce que répète un grand nombre de personnes avec lesquelles je fais des entretiens. Sans résignation ni jugement, elles commentent simplement un état de fait : « c'est notre nouveau normal à nous ». Un monde avec lequel il faut désormais apprendre à vivre. Apprendre à vivre dans les ruines, avec les ruines. Et pour se faire, il faut d'abord apprendre à trouver ce paysage et le monde qu'il déploie « normal ». Pour certain.es c'est impossible : trop dur, trop long, trop traumatique. Je rencontrais Sue et son mari Terry lors d'une après-midi passée en compagnie de leurs voisins, Jaime et Karen qui avaient été mes premiers interlocuteurs depuis la France. « En fait, on est les plus chanceux dans cette histoire. Ceux qui restent, avec leur maison encore debout, ceux-là sont les plus malheureux » me dit Terry. Sue et Terry vivaient à Magalia

depuis plus de 30 ans mais ne veulent pas y retourner après l'incendie. « Je ne vois même pas comment on pourrait ne serait-ce que *penser* à reconstruire là-haut. Comment veux-tu que ce soit propre et sûr ? Avec tout ce qui a brûlé ... » interroge Terry. Sa femme enchérit : « On dirait qu'il y a eu une bombe atomique ou quelque chose... C'est terrible... C'est de la dévastation pure. ». Pour eux la vision quotidienne des effets de l'incendie sur le paysage est trop douloureuse. Elle leur rappelle non seulement ce qu'ils ont vécu ce jour-là, mais surtout ce qu'il va falloir faire et endurer pour que le paysage soit de nouveau viable, « beau, magique et précieux comme avant ». Les marques de la destruction sont trop visibles pour les oublier et la réalité qui a succédé à l'incendie est trop lourde à porter, trop insupportable à regarder. Ils ne veulent et ne peuvent pas entrer en relation avec le monde que cette réalité impose, trop éloignée de leurs conceptions du normal, du viable et du vivable.

### **Devoir vivre avec, une question de justice environnementale**

Pour d'autres, la question du normal ne se pose pas mais s'impose et ils doivent alors accorder leur façon de définir ce qui est acceptable, vivable et supportable à ce nouveau monde. Mais cet ajustement se fait souvent au prix de l'amputation d'une certaine partie de la réalité, par le truchement du déni.

Sans pouvoir nier l'impact visuel de la catastrophe, le déni permet de faire disparaître des préoccupations les traces et effets invisibles de la catastrophe, notamment la pollution qu'elle a entraîné. Arme puissante il permet de normaliser une situation d'une manière qui reproduit la logique rationnelle sans pour autant y faire entrer tous les éléments disponibles à la raison. En laissant de côté certaines parties de la réalité objective, le déni permet à celui qui en fait usage de voir, sentir et entrer en relation seulement avec ce qui lui paraît bénéfique tout en le confortant dans sa position d'agent rationnel. C'est ainsi que Donna et Laurie continuent de boire l'eau de leurs robinets sans peur. Que Ward, un homme de 70 ans ayant vécu la majeure partie de sa vie d'adulte à Paradise, jardine dans l'arrière-cour de sa maison brûlée, les mains plongées dans la terre dans laquelle s'est pourtant déversé un certain nombre de produits toxiques durant l'incendie - et cela avant même tout « nettoyage ». Omettre le risque toxique dans leur prise de décision permet à Donna, Laurie, Ward, et bien d'autres de continuer à agir et à vivre. L'invisibilité de la pollution rend le risque plus informel, moins matérialisable et donc un peu moins réel.

Cependant apprendre à vivre dans les ruines d'une ville brûlée pose une question socialement inéquitable: quand les uns *peuvent* se déplacer ailleurs que là où se trouve la pollution, celles et ceux qui restent non pas d'autre choix que de rester. Terry et Sue refusent de revenir sur cette terre brûlée parce qu'ils ont le choix, celui de pouvoir vivre ailleurs. « On n'a jamais eu autant d'argent ! » avouent-ils les yeux pétillants. Leur assurance leur a en effet versé un chèque conséquent, et avec cet argent ils ont pu *choisir* leur lieu de résidence – loin de la terre brûlée et polluée. Mais Joan, une femme d'une soixantaine d'années ayant perdu sa maison dans les flammes et qui vit aujourd'hui dans une caravane posée sur le terrain de l'église évangéliste de Magalia, n'avait quant à elle pas d'assurance pour sa maison. Elle n'a donc reçu aucun chèque de dédommagement et ne peut aller nulle part ailleurs qu'ici. L'assurance annuelle représentait un coût trop élevé pour sa pension de retraitée. Lorsque lui sera remis le papier officiel délivré par l'État confirmant que sa propriété est débarrassée des substances toxiques, elle mettra sa caravane sur son lopin de terre et « ne [se] posera plus de questions » quant à la véracité de la décontamination. « Parce que je n'ai pas le choix, c'est ici que je vis » me confie-t-elle.

La question d'apprendre à vivre avec est une question de justice environnementale. Seules celles et ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer y sont confrontés. Puisqu'il n'existe pas d'autres alternatives, il faut faire usage du déni pour pouvoir vivre là et que tout redevienne « normal ». Normal d'entendre ses ancien.es voisin.es entrer dans des quintes de toux qu'on ne leur connaissait pas avant l'incendie, normal que les faons et biches sauvages tombent malades à force de renifler la terre et boire l'eau. C'est là le nouveau régime de réalité pour celles et ceux *qui restent*. Une réalité qui est venue supplanter la familiarité et l'habitude d'une autre réalité désormais disparue et à laquelle ils doivent s'adapter pour pouvoir continuer à vivre là.

Le long du principal axe routier qui traverse Paradise et Magalia on rencontre des banderoles accueillant les visiteurs avec des messages enthousiastes : « #ReconstruisonsParadise », « Vous n'êtes pas seul », « On peut le faire »... Financés par l'église évangéliste de Paradise ces messages contribuent à créer une communauté de destins. En enjoignant au retour et à la reconstruction, ils alimentent une pensée positive, fondée sur la volonté de recréer un lien social et une unité à l'échelle de la ville que l'incendie a détruit en emportant les maisons et en forçant la dispersion de ses habitant.es. En occupant visuellement l'espace public, traversé par tous au moins une fois par jour, ils focalisent l'attention sur la reconstruction et non sur les effets de la destruction et enjoignent les habitant.es à investissir leur temps et leur énergie à s'accommoder du nouveau normal, et non à en interroger la composition. Ainsi,

là où je posais à ceux qui restent des questions sur les effets de l'incendie, je n'obtenais que des réponses sur l'après, le « nouveau normal ». Dans ce nouveau régime de normalité l'enjeu est de taille : il ne faut pas laisser son monde être happé par la pollution, mais il faut le réinvestir avant que la pollution ne l'accapare et ne le détruise totalement, excluant alors toutes les autres possibilités de vie. En effet, parler de la pollution et de sa capacité de contamination, c'est lui reconnaître une existence et donc un pouvoir immense : celui de rendre invivable un espace jusque-là familier. Admettre qu'il y a une pollution c'est admettre que cette pollution vient non pas directement de l'incendie mais d'une catastrophe plus grande encore, celle déclenchée par la combustion de toutes les structures humaines. Une catastrophe technologique aux répercussions sanitaires et environnementales hautement nocives pour les mondes humains et non-humains – une NaTech (« naturelle » et « technologique »). Dire la réalité en termes toxiques c'est dire la responsabilité humaine dans la contamination. C'est reconnaître l'inadéquation des modes de vie humains aux mondes non-humains, leur pouvoir destructeur et leur méconnaissance des besoins du territoire dans lequel ils se déploient. Reconnaître la pollution c'est reconnaître que la vie humaine est menacée autant qu'elle est menaçante pour ce à quoi elle tient. Alors pour ne pas en arriver là il faut accepter et s'accommoder à cette toxicité – quitte à la nier – plutôt que de prendre le risque de souffrir d'un mal encore plus grand, celui de ne plus être capable de vivre dans ce monde détraqué.

### **Pour reconstruire : nettoyer, effacer et faire sans**

Mais alors comment faire tenir ce nouveau régime de normalité ? Pour que cette façon de s'inscrire dans le paysage devienne performative et permette aux habitant.es de reconstruire sur les ruines, elle doit s'étendre au-delà des seules perceptions individuelles et devenir une nouvelle norme partagée si ce n'est par tous, au moins par un grand nombre. C'est donc un processus de construction de nouvelles valeurs et de nouvelles façons d'estimer le risque qui se met en place, à l'échelle de la ville, des institutions politiques et des décisions fédérales afin de réhabiliter la terre de Paradise et la décontaminer idéologiquement pour encourager et rendre ordinaire le retour d'une population et non plus seulement de quelques foyers.

Afin de rassurer celles et ceux qui doivent continuer d'entretenir un lien avec ce territoire, pour ne pas le rayer de la carte et le condamner à être un lieu toxique infréquentable, le gouvernement fédéral mis en place dès le mois de janvier 2019 – soit trois mois après l'incendie – un protocole de

nettoyage de la zone. Tandis que la question de la pollution n'a pas été abordée directement par les responsables politiques celle du nettoyage est posée frontalement parce qu'elle est visible et encombrante. En effet l'incendie d'une ville entière et de ses alentours laisse énormément de traces : carcasses de voitures, de baignoires, de caravanes, d'électroménager, de structures métalliques... La vue quotidienne de ces objets carbonisés rappelle sans cesse à celles et ceux qui les côtoient le drame du 8 novembre. En entreprenant de nettoyer l'espace l'État entend effacer les traces de la catastrophe pour que chacun.e puisse repartir sur de nouvelles bases. « J'ai hâte de ne plus voir tout ça quand je regarde par ma fenêtre, raconte Joan, c'est quand même dur d'avoir ça comme vue. Quand tout aura disparu, je pourrais enfin penser à un nouveau départ ». La question de la trace visible de la catastrophe est la principale préoccupation des habitant.es et de leurs gouvernant.es. Plus de 10 000 travailleur.ses ont été embauché.es par le gouvernement fédéral pour mener à bien la mission dantesque de déblayer les 831 000 tonnes de débris. Durant dix mois des camions-benne vont et viennent dans un mouvement incessant. « A chaque fois que j'en croise un, je me dis "Encore un bout de Paradise qui s'en va", mais il faut tout enlever pour reconstruire notre Paradis » me dit Shelby en regardant passer ces camions sur la route qui longe le terrain brûlé de son ancienne propriété. L'idée selon laquelle il est nécessaire que tout disparaisse pour pouvoir réinvestir l'espace fait l'unanimité parmi les personnes rencontrées, éloignant encore plus chacun.e de la possibilité de s'interroger sur la matérialité de la catastrophe. Cette dernière n'est alors qu'un événement, certes traumatique, mais qui appartient au passé et que l'on doit oublier pour reconstruire un potentiel futur. Les équipes de travailleurs sont appelées par les habitant.es « les équipes de nettoyage », laissant ainsi entendre ce qu'on attend d'eux : rendre un espace propre – alors même que la question de la pollution n'avait pas d'existence. Cette contradiction s'observe également dans l'équipement des ouvriers et la façon dont ils opèrent. Affublés d'un simple masque, d'une paire de gants en latex et d'une très fine combinaison, les corps des ouvriers sont au contact direct et quotidien avec la matière toxique sans autre protection que cet équipement rudimentaire. Le travail de « nettoyage » semble plus être celui d'un effacement des traces que d'une réelle décontamination<sup>6</sup>. En édictant des consignes de sécurité aussi basiques que celles-là le gouvernement suit la ligne de conduite qu'il s'était fixé : agir efficacement pour rendre la zone de nouveau habitable, sans pour autant faire de sa contamination un sujet. Dans cette brèche ouverte entre pollution, nettoyage et risque toxique c'est

---

<sup>6</sup> Achievé en un temps record, son accomplissement fut célébré le 8 novembre 2019 durant l'un des nombreux événements organisé à l'occasion de « l'anniversaire » du Camp Fire. J'utilise ici ce terme entre guillemets car c'est de cette façon que s'y réfèrent les survivant.es de l'incendie.

toute la question de la responsabilité qui s'engouffre. Question que le gouvernement fédéral n'entend pas endosser – comme souvent lors de catastrophes environnementales et technologiques.

Aux quelques officiels que j'ai pu rencontrer, je demandais ce qu'ils pensaient de la situation sanitaire de Paradise et de ses alentours. Tous m'ont répondu qu'ils étaient très fiers de la rapidité avec laquelle le nettoyage avançait. La veille du jour de la commémoration de l'incendie, tous les camions disparurent : il ne restait aucune trace visible de l'incendie – à part les arbres. Tous les débris issus des humains avaient été retirés de la zone, emportés dans les décharges voisines, venus encombrer d'autres villes et polluer d'autres territoires. Lors de la cérémonie de commémoration la Maire de Paradise remercia les équipes de nettoyage d'avoir déblayer Paradise de ses débris car désormais chacun peut penser à reconstruire et laisser derrière lui ce drame. Mes questions sur le lien à la toxicité devaient donc définitivement être tue. Après les débris c'est la terre de chaque terrain que les camions emmènent. Entre 7 et 15 centimètres officiellement – mais j'ai vu des terrains desquels avaient été retirés plus de 30 centimètres de terre. Pour faire table rase et reconstruire vite. L'efficacité de cette technique est mise en avant : en quelques pelletées toute la matière toxique a disparu. David, un résident de Magalia ayant perdu sa maison et s'auto-désignant comme un « vieil hippy » me dit que pour lui, la terre où reposait sa maison est « taboue ». Et lorsque je lui demande s'il pense utiliser des méthodes alternatives pour décontaminer son terrain, comme par exemple l'usage de champignons il répond : « Je préfère tout retirer et remettre une nouvelle terre, ça prendrait trop de temps de dépolluer en profondeur ». Ainsi, apprendre à vivre avec c'est surtout apprendre à vivre sans, apprendre à se détacher de ce qui nous entoure et le remplacer.

Vivre-sans – sans repère, sans attache ni réflexe idéologique, matériel ou affectif – c'est aussi ce que j'ai du faire pour réussir à comprendre ce que veut dire « vivre en territoire abîmé ». Il a fallu que j'accepte de ne plus appartenir (seulement) à un monde – « le mien » – pour entrer dans un autre – « le leur » – et ainsi faire monde commun avec celles et ceux qui l'habitent. En entrant dans le régime de réalité que les habitant.es partagent, j'exposais mon corps à la toxicité et ce dernier, en étant affecté à son tour devenait vecteur de cohabitation de mondes qui refusaient de se rencontrer – la matérialité du monde pollué, sa représentation et mon corps charriant son propre bagage politique. D'élément isolé je devenais passeuse, passeuse d'histoires et de matières. En acceptant l'exposition à la toxicité pour faire

monde commun, je parvenais à voir et comprendre les mécanismes à l'oeuvre dans le déni et l'omission, je parvenais à faire partie d'un monde et l'avoir en partage avec d'autres. Mais s'ouvrait un tourbillon abyssal: jusqu'où peut-on et doit-on aller pour faire monde commun? Jusqu'où l'empathie de l'anthropologie peut-elle et doit-elle aller pour entrer dans un régime de réalité qui n'est pas directement le sien?